

L'une des règles de fonctionnement de Politique africaine est le pluralisme. Celui-ci exige la recherche d'informations contradictoires, le débat et la confrontation des idées. Le « dossier Tchad » que nous présentons contient des interprétations, des interrogations, voire des prises de position qui ne vont pas toutes dans le même sens. Cette diversité est, seule, gage d'honnêteté et de qualité ; elle implique aussi, comme à l'ordinaire, que chacune des contributions n'engage que son auteur.

Politique africaine

AVANT-PROPOS I

Ce numéro de Politique africaine consacré au Tchad, et programmé depuis plus d'un an, n'a pas pour ambition d'apporter des réponses péremptoires ou définitives aux questions soulevées par une actualité instable, mouvante et, en tout état de cause, imprévisible. D'ailleurs, qui pourrait exprimer quelque certitude à propos d'un conflit qui dure depuis 1965 et à propos duquel, aujourd'hui, les décisions sont prises en dehors des intéressés ? C'est pourquoi les contributeurs à ce numéro, tous spécialistes de la région, ont tenté de replacer dans la longue durée un ensemble de faits ou d'éléments d'analyse dont nous croyons qu'ils peuvent aider à une meilleure appréciation sinon à une meilleure compréhension de la situation présente. Ce sera finalement au lecteur, au vu des documents présentés, de se forger une opinion : qu'il s'agisse du rappel des données historiques du problème, de l'échec du FROLINAT en tant que mouvement révolutionnaire, de l'État tchadien considéré à partir des réalités politiques et économiques du Sud ; qu'il s'agisse encore du décryptage de la politique tchadienne de la France sous Valéry Giscard d'Estaing et sous François Mitterrand, ou de l'élucidation du comportement libyen ; qu'il s'agisse enfin des réactions d'autres pays au conflit : déterminées au Soudan par l'obsession libyenne et l'alliance américaine et, au Nigeria, par les orientations contradictoires de la politique intérieure.

Bien entendu, en fonction des partis pris — et chaque faction tchadienne a ses défenseurs — ces articles seront critiqués. Peut-être même soulèveront-ils quelque polémique. Mais, outre le droit de chaque auteur de s'exprimer librement, il faut signaler le refus d'un certain nombre d'observateurs ou d'acteurs du drame de

prendre la parole. Pour diverses raisons. Cet obstacle surmonté, et le silence rompu, tel ou tel point aurait pu recevoir un éclairage différent. On regrettera, en particulier, l'absence de témoignage direct sur la partie Hissène Habré (tandis que M. Brandily observe de l'intérieur l'administration de Goukouni Weddeye dans le BET) ; on regrettera également l'absence d'évaluation des pressions et des interventions des États-Unis à partir, notamment, de leur base soudanaise et de leur relais égyptien — quand bien même leur examen est amorcé ici ou là.

Cela dit, il revenait au candide que je suis, ni politiste ni spécialiste de la région, de présenter ce dossier. Une constante se dégage des données exposées : la permanence, de la présidence de G. Pompidou à celle de F. Mitterrand — et quelle que soit l'écume des aléas politiques —, d'un duo franco-libyen. Duo dont le Tchad ferait les frais, mais sans être l'enjeu véritable de la partie de bras de fer qui se joue depuis des années entre Paris et Tripoli. Ainsi la Libye comme la France ont successivement tenté d'influencer et de manipuler les différents protagonistes du conflit — de Tombalbaye à Habré, en passant par Malloum et Weddeye (et quelques autres) — ; elles ont permuté cyniquement leurs alliances quand cela semblait nécessaire ou, dans l'expectative, « aidé » simultanément les uns et les autres. Enfin, aux vraies interventions armées des deux pays — pour la France, « classiques » et de droite ou « atypiques » et de gauche — ont succédé (se succèdent ?) les faux retraits dans la bande d'Aouzou et sur les bases arrière centrafricaines.

En réalité, les deux pays savent depuis toujours qu'ils sont condamnés à s'entendre. Ainsi s'explique le machiavélisme de leur attitude commune : les rodomontades et les effets de muscles, les contacts discrets et les avances proclamées. Dès lors, la question tchadienne n'a servi que de terrain de manœuvre aux deux « parrains » pour une mise en scène politique à l'échelle internationale. Pour la Libye, il s'agissait (comme le constate R. Otayek) de faire la démonstration de sa crédibilité en tant que puissance en émergence et de se faire admettre par les puissances dominantes comme interlocuteur valable. De ce point de vue, le démon libyen qui hante les couloirs de la Maison Blanche — de manière réelle ou chimérique — et, surtout, l'accord de désengagement avec la France représentent pour le colonel Kadhafi un succès indéniable. Et pour la France de F. Mitterrand — insuffisamment dégagée de l'héritage colonial — il s'agissait essentiellement, avec l'opération Manta, de rassurer les partenaires africains du « pré carré » et de montrer qu'elle restait, au moins en Afrique, une grande puissance. La parade aux pressions américaines, dont on veut bien croire qu'elle fut sincère, et la réaffirmation de

la nécessité d'un dialogue Nord-Sud auraient sans doute pu prendre d'autres formes.

D'autant qu'aujourd'hui, l'évacuation « totale et concomitante des forces armées françaises et des éléments d'appui libyens du GUNT », outre qu'elle risque de ne pas vraiment rassurer « les amis de la France », laisse entier le problème tchadien. En effet, l'accord conclu (sans les intéressés) entre la France et la Libye n'offre aucune garantie quant à un éventuel retour des forces étrangères sur le terrain : Paris met déjà à l'étude une « stratégie de représailles », tandis que Tripoli n'exclut pas une nouvelle intervention « en cas d'agression contre le peuple tchadien ». Par ailleurs, l'accord ne précise pas qui va occuper le territoire au nord du 16^e parallèle — alors que GUNT et FANT se lancent des défis pour le contrôle de Faya-Largeau — ; il n'inclut pas parmi les coalisés du GUNT ce qui subsiste de la Légion islamique ; le sort de la bande d'Aouzou, annexée en 1973 et revendiquée par Tripoli, n'est pas mentionné. Enfin, le colonel Kadhafi, ironiquement l'un des derniers fidèles des accords de Lagos (août 1979), persiste à nier toute représentativité à la partie Hissène Habré quand celle-ci est reconnue « de fait » par la plupart des pays africains.

Certes, en apparence, Hissène Habré peut se poser comme le seul homme fort de la situation : l'opération Manta a permis le « recyclage » des combattants des FANT, les scissions au sein de l'opposition ont conduit à un isolement croissant de Goukouni Weddeye, des ralliements ont été réalisés par l'équipe de N'Djamena. Or, depuis plusieurs mois déjà, la situation s'est singulièrement modifiée : le conflit interne qui n'était plus depuis longtemps un affrontement Nord-Sud, ne se résume pas non plus à une opposition Nord-Nord (entre musulmans). Désormais, les clivages, les rivalités, les antagonismes opèrent à l'intérieur de chaque tendance.

En fait, il n'y a plus au Tchad aucune force réellement homogène susceptible de rassembler autour d'elle une nouvelle coalition. Les ruptures intervenues au sein des différentes organisations du GUNT sont trop connues pour qu'il soit besoin d'y insister. Moins bien perçue, parce que masquée par quelques succès conjoncturels, semble être l'incapacité d'Hissène Habré à devenir l'homme de la réconciliation nationale (à supposer encore qu'il en ait réellement l'intention). Les FANT, pour le moment, ne contrôlent pas tout le pays et si jamais elles partaient à la reconquête du Nord, chacun sait que Goukouni Weddeye peut tenir indéfiniment dans son bastion du Tibesti. L'appareil d'État désintégré par la guerre, miné par les querelles et les équilibres instables n'existe plus que sur le papier. La défection des ralliés d'hier à Hissène Habré a transformé l'insécurité endémique qui régnait

dans le Sud en affrontements violents. En outre, la répression féroce conduite par les FANT a contribué à renforcer la dissidence. Ce sont maintenant près de 6 000 hommes qui tiennent le maquis, ex-membres des FAT mais surtout paysans exaspérés. Les groupes armés se multiplient : « Commandos rouges » du colonel Kotiga, les plus nombreux et les mieux organisés (région de Moissala), « Commandos verts » (région de Doba), « Commandos espoir » (région de Moundou), « Commandos Logtan » (région de la Tandjilé).

C'est pourquoi le retrait relatif des forces étrangères — condition nécessaire mais non suffisante d'un règlement politique — ne peut seul contribuer à un retour de la paix au Tchad. Il faudrait aussi une réconciliation sincère des différentes factions tchadiennes, une volonté commune de reconstruire ce pays exsangue, frappé par les calamités (sécheresse, famine) et rongé par une guerre civile qui n'a que trop duré.

Roger Botte

AVANT-PROPOS II

Il est vrai, et Roger Botte fait bien de le rappeler, que les interventions étrangères ont aggravé les tensions internes tchadiennes, dès 1968, et surtout à partir de 1977. Dans un sens, la situation est bien simple : à part les traditionnels couteaux de jet et autres lances, le Tchad ne produit pas d'armes et le pays est bien trop pauvre pour s'en procurer sur le marché en payant comptant. Donc, si les Tchadiens peuvent s'étriper mutuellement et à grande échelle, ils le doivent à des mécènes généreux, sinon désintéressés.

Cependant, le conflit tchadien ne se réduit pas à la seule dimension externe. La rébellion tchadienne, d'abord, est antérieure aux interventions étrangères. Ensuite, aucun pays, ni la France ni la Libye, n'aurait pu se mêler si ouvertement et avec une aussi bonne conscience des affaires tchadiennes s'il n'avait pas été invité à le faire par une des parties tchadiennes, le plus souvent, d'ailleurs, le gouvernement légal du moment. Donc, si l'on condamne les puissances étrangères pour plaindre les Tchadiens, il faut exclure certaines catégories de Tchadiens de cette compassion. Ces Tchadiens, ce sont ceux qui ont, ouvertement ou en sous-main, fait appel à l'aide militaire étrangère. L'ancien président Tombalbaye a été le premier à introduire un élément externe important dans le jeu tchadien et les différentes tendances du FROLINAT n'ont fait que suivre son exemple. Dans la plupart des cas, malheureusement, les Tchadiens ont par la suite perdu le contrôle de leurs bienfaiteurs pour devenir de simples pions. C'est, à mon avis, la deuxième constante qui se dégage de l'ensemble des textes réunis dans ce numéro.

R. Buijtenhuijs
30 octobre 1984

LISTE DES ABRÉVIATIONS

BET	Borkou-Ennedi-Tibesti.
CDR	Conseil Démocratique Révolutionnaire.
FAN	Forces Armées du Nord.
FAO	Forces Armées Occidentales.
FAP	Forces Armées Populaires.
FAT	Forces Armées Tchadiennes.
GUNT	Gouvernement d'Union Nationale de Transition.
MPLT	Mouvement Populaire pour la Libération du Tchad.
UND	Union Nationale Démocratique.
UNIR	Union Nationale pour l'Indépendance et la Révolution.